



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Conséquences de la hausse des droits de douane

Question au Gouvernement n° 595

Texte de la question

CONSÉQUENCES DE LA HAUSSE DES DROITS DE DOUANE

Mme la présidente . La parole est à M. Xavier Roseren.

M. Xavier Roseren . Monsieur le ministre de l'économie, l'annonce du président Trump d'appliquer de nouveaux droits de douane sur une large gamme de produits européens marque un tournant brutal dans les relations commerciales transatlantiques. Cette décision unilatérale vise des secteurs d'excellence français : l'agroalimentaire, les vins et spiritueux, les cosmétiques, le luxe, l'aéronautique et bien d'autres. Autant de filières qui soutiennent des dizaines de milliers d'emplois dans nos territoires, auxquels s'ajoutent ceux des sous-traitants, comme le décolletage en Haute-Savoie. Le gouvernement a évoqué un impact économique potentiel équivalent à 0,5 % du PIB. Ce n'est pas anecdotique, c'est un choc massif qui pèsera sur notre croissance, sur l'emploi et sur les recettes publiques. Cela représente des milliards d'euros de richesse perdue, des recettes fiscales amoindries et des marges d'investissement public réduites. Ce choc, inattendu au moment de la construction du budget 2025, bouleverse les paramètres sur lesquels repose notre trajectoire budgétaire. Vous aviez fixé un cap clair : ramener le déficit à 5,4 % du PIB cette année. C'est un objectif indispensable ; il y va de la crédibilité de la France, de notre capacité à maîtriser la dette et à retrouver des marges de manœuvre pour l'avenir.

Face à une telle atteinte à nos équilibres économiques, il serait irresponsable de rester les bras croisés. Nous avons besoin, pour cette année comme pour les prochaines, d'un budget réaliste mais aussi d'un pilotage agile et réactif qui intègre ce choc commercial sans renoncer à l'exigence de la bonne gestion. Ainsi, monsieur le ministre, le gouvernement entend-il tirer toutes les conséquences de cette offensive commerciale et adapter la trajectoire de nos finances publiques dès 2025 pour rester fidèle à nos engagements budgétaires ?
(Applaudissements sur les bancs du groupe HOR.)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

M. Éric Lombard, *ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique* . Tout d'abord, pour continuer sur la réponse que nous allons apporter aux Américains, je précise, parce que c'est une étape importante, qu'un comité des ministres de l'économie et des finances se tiendra à Varsovie en fin de semaine, puis un G7. Nous sommes prioritairement concentrés sur l'idée de ramener nos partenaires américains à des principes de fonctionnement internationaux plus conformes à ce que nous avons connu dans le passé.

Ensuite, dans l'environnement difficile qui est le nôtre, vous avez tout à fait raison de souligner l'importance de maintenir ancrée l'idée de la réduction de la dépense publique et des déficits, avec comme objectif moins de

3 % de déficit en 2029, priorité à laquelle le premier ministre reste très attaché – je le rappelle si jamais on avait la tentation de l'oublier –, malgré la difficulté survenue cette année. Dans le courrier envoyé au Haut Conseil des finances publiques sur la nouvelle prévision de croissance que j'ai signé hier et qui sera présenté en Conseil des ministres la semaine prochaine, je confirme notre volonté de tenir la dépense publique cette année puisque si nous devions l'accroître, on s'éloignerait de notre cible et cela aurait un impact négatif, notamment sur le coût de la dette. Mais si en revanche on devait resserrer encore davantage la dépense publique, cela aurait un effet récessif.

Le budget qui a été voté en matière de dépenses sera tenu et du fait que l'impact sur notre économie sera moindre en France qu'aux États-Unis, je le disais à l'instant, nous sommes fermement déterminés à tout faire pour tenir aussi sur la réduction du déficit, à savoir les 5,4 % que vous mentionniez.

La ligne est donc claire : les dépenses publiques seront tenues. C'est le meilleur service que nous puissions rendre au pays pour protéger nos entreprises et notre économie.

Données clés

Auteur : [M. Xavier Roseren](#)

Circonscription : Haute-Savoie (6^e circonscription) - Horizons & Indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 595

Rubrique : Commerce extérieur

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 avril 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 10 avril 2025